

situer toute la question de la population mondiale et de la capacité du Canada et des autres pays développés de contribuer à l'alimentation de cette population de plus en plus nombreuse.

Pour donner une idée de l'évolution démographique du monde, notons que la population mondiale qui était d'environ un demi milliard d'habitants au XVI^e siècle a atteint le milliard en 1820, 2 milliards en 1930, 3 milliards en 1960 et 4 milliards en 1976. Il est à peu près certain qu'elle atteindra les 6 milliards d'ici la fin du siècle. Selon les statistiques du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, la population mondiale s'est accrue de 80 millions d'habitants l'année dernière seulement, et l'on peut prévoir qu'elle continuera à augmenter au rythme de 90 millions par année jusqu'à la fin du siècle. Voilà qui donne une idée de l'ampleur du problème auquel on s'attaque lorsqu'on parle de population mondiale.

Beaucoup d'auteurs affirment que le planning familial va être une des solutions-clés de la survie future du monde. Je le crois quant à moi, et pourtant moins de 50c. par habitant et par année sont actuellement consacrés au planning familial et aux programmes démographiques dans les pays en voie de développement, et les fonds disponibles restent bien en deçà de la demande.

Ce sont les villes qui vont poser au monde un de ses plus grands problèmes dans quelques années. D'une part parce qu'elles vont renfermer des concentrations énormes de population sur des surfaces relativement peu importantes, et deuxièmement parce qu'elles vont occuper des terrains qui seraient mieux employés à la production agricole. On prévoit que les grandes villes vont s'étendre plus rapidement que les petites, et certaines vont probablement atteindre des proportions devant lesquelles les urbanistes sont totalement désarmés. En 1950 quatre des plus grandes villes seulement se trouvaient dans des pays en voie de développement. En 1975 il y en avait déjà sept, et il est prévu que 12 des 15 plus grandes villes se trouveront dans des pays en voie de développement d'ici à l'an 2000.

En 1950, il y avait six villes comptant plus de 5 millions d'habitants, et leur population totale était de 47 millions d'habitants. En 1980, il y a 26 villes comptant plus de 5 millions d'habitants, et leur population totale dépasse 252 millions d'âmes. D'après les projections, d'ici à l'an 2000 il y aura 60 villes dont la population estimative approchera les 650 millions de personnes. Les chiffres relatifs à la taille et à la croissance des villes sont vraiment alarmants. Il est absolument indubitable pour tous ceux qui se sont penchés sur la question de la démographie et de sa croissance qu'il y aura six milliards de personnes à la fin de la décennie et huit ou dix milliards dans les années qui suivront l'an 2000.

La question qui se pose est de savoir s'il sera possible de nourrir toute cette population. La triste vérité c'est que les pays développés, et notamment le Canada, sont incapables de nourrir le monde. Cela est matériellement impossible, même si on préférerait croire le contraire. La production sera insuffisante parce qu'à l'échelle mondiale, la population croît plus vite que la production agricole qui l'alimente. Et même si la production était suffisante, on manque des moyens d'en assurer le transport. Et même si on les avait, dans la plupart des cas les pays qui ont vraiment besoin des produits alimentaires n'ont pas les moyens de les acheter. Les hausses du prix du

Relations internationales

pétrole ont aggravé le problème puisque désormais les pays en voie de développement achèteront l'un ou l'autre: des produits alimentaires ou du pétrole.

● (2010)

Nous pouvons trouver ici même au Canada un exemple très éloquent de la situation. Nous nous sommes fixé pour objectif d'exporter 30 millions de tonnes de céréales d'ici à 1985. J'ignore franchement si nous allons atteindre cet objectif. C'est pourtant un objectif très modeste, mais les agriculteurs canadiens hésitent à cause de l'augmentation du carburant et des coûts énormes et sans cesse croissants de production. Autre problème, la plupart de nos terres arables sont déjà en production, comme c'est le cas dans un bon nombre d'autres pays industrialisés du monde. De plus, à cause de difficultés dans le secteur des transports, il est douteux que nous soyons en mesure de réaliser cet objectif d'exportation. Il ne s'agit là que des problèmes canadiens; quand on les multiplie à l'échelle de la planète pour tous les pays industrialisés, on constate que la situation est bien sombre et qu'elle recèle toutes sortes de dangers.

Que peuvent faire les gouvernements? C'est la question qu'il faut se poser au sujet du problème de l'accroissement de la production agricole. Manifestement, il faut que des pays comme le Canada, les États-Unis, l'Australie et les pays d'Europe continuent de pousser au maximum leur aide alimentaire. Cela doit être fait, mais il faut bien se rendre compte que cela ne réglera pas le problème. Une autre mesure qu'il faut prendre à cet égard, à mon avis, c'est l'entreposage de grain pour les cas d'urgence. Cela doit aussi être fait. Cependant, il faut surtout mettre l'accent, à mon avis, sur l'amélioration sélective des plantes et des animaux, y consacrer argent, temps et efforts afin de créer des plantes qui produisent leur propre engrais. Je crois que des pays comme le Canada peuvent beaucoup apporter en consacrant argent, temps et efforts à des projets de ce genre.

Il faut accroître les crédits accordés aux pays pauvres pour l'achat d'engrais, de machines agricoles et d'insecticides, et il faut aussi fournir de l'aide technique. Il faut se rendre compte, monsieur l'Orateur que les pays qui ont le plus grand besoin de nourriture doivent être encouragés à la produire eux-mêmes. L'aide internationale peut et doit assister les pays pauvres, mais le gros du travail doit provenir de ces pays eux-mêmes.

Monsieur l'Orateur, je tiens enfin à signaler que toutes les politiques et toutes les stratégies qui ont été esquissées à grands traits aujourd'hui par les députés que ce problème préoccupe et tout au long du débat sur les problèmes humains, alimentaires et écologiques qui durent depuis des années seront totalement stériles si l'on ne tient pas compte de la volonté des pays développés et des pays en voie de développement. A certains égards, on peut considérer que la campagne d'information indispensable pour permettre aux citoyens de ces pays d'être suffisamment au courant des problèmes pour pouvoir donner le feu vert à leur gouvernement en est à ses premiers balbutiements. Le gros problème, c'est de savoir si les riches et les privilégiés feront suffisamment preuve d'imagination et si les pauvres, les défavorisés qui sont remplis de rancœur seront suffisamment patients pour se mettre à établir les fondements d'une politique globale de partage, de collaboration et de solidarité. Si tout doute à ce sujet peut être écarté d'ici à quelques années, nous pourrions envisager l'avenir sur notre